



Assemblée générale

Distr. générale
22 octobre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Cinquième Commission
Point 120 d) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires
et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document [A/75/104](#), à la session en cours, l'Assemblée générale devra nommer cinq personnes pour un mandat de quatre ans qui prendra effet le 1^{er} janvier 2021, afin de pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale.

2. Les membres de la Commission dont le mandat expire le 31 décembre 2020 sont les suivants :

Larbi Djacta (Algérie)
Mohammed Farashuddin (Bangladesh)
Vladimir A. Storozhev (Fédération de Russie)
Wang Xiaochu (Chine)
El Hassane Zahid (Maroc)

Il faudra donc nommer :

Deux membres représentant les États d'Afrique

Deux membres représentant les États d'Asie et du Pacifique

Un membre représentant les États d'Europe orientale

3. Les États Membres ont présenté la candidature des personnes suivantes :

a) Pour les deux sièges revenant aux États d'Afrique :

Larbi Djacta (Algérie)
El Hassane Zahid (Maroc)

b) Pour les deux sièges revenant aux États d'Asie et du Pacifique :

Pan-Suk Kim (République de Corée)
Wang Xiaochu (Chine)



- c) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale :

Igor Golubovskiy (Fédération de Russie)

4. La nomination des membres de la Commission est régie par les articles 3 à 5 du Statut de cet organe. En application de ces dispositions et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section II de la résolution [43/226](#) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a engagé des consultations avec les États Membres (par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux), les chefs de secrétariat des autres organismes, les représentants du personnel (par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies) et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. À l'issue de consultations entre les États Membres, les États d'Afrique ont décidé d'approuver la candidature de M. Djacta et les États d'Asie et du Pacifique, celles de MM. Kim et Wang.

6. Par conséquent, le Secrétaire général soumet à l'examen de la Cinquième Commission la liste des candidats qu'il est proposé de nommer à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2021 :

- a) Pour les deux sièges revenant aux États d'Afrique :

Larbi Djacta (Algérie)

El Hassane Zahid (Maroc)

- b) Pour les deux sièges revenant aux États d'Asie et du Pacifique :

Pan-Suk Kim (République de Corée)

Wang Xiaochu (Chine)

- c) Pour le siège revenant aux États d'Europe orientale :

Igor Golubovskiy (Fédération de Russie)

7. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats (voir annexe).

Annexe

Notices biographiques*

Larbi Djacta (Algérie)

Au cours de ses 35 ans de carrière, M. Djacta a acquis une expérience avérée du multilatéralisme, notamment aux postes à responsabilité qu'il a occupés en tant que diplomate de haut rang à la Mission permanente de l'Algérie à Genève et à New York et de haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies au Siège et sur le terrain.

Depuis 2014, il est membre de la Commission de la fonction publique internationale, où son apport est grandement apprécié de ses pairs, des représentants des Nations Unies et des fédérations du personnel ; il en assure la présidence depuis janvier 2019. Il connaît en outre très bien le système des Nations Unies et ses subtilités, ce qui lui permet de jouer un rôle moteur dans les travaux de la Commission.

Compte tenu de son expérience et de ses compétences dans le domaine de l'administration, du budget et des finances des Nations Unies, en particulier de sa connaissance approfondie du régime commun des Nations Unies, M. Djacta continuerait de contribuer à améliorer le fonctionnement de la Commission pour qu'elle puisse utilement accompagner l'Assemblée générale dans la conduite des affaires relatives au régime commun.

Données personnelles

Date et lieu de naissance : 14 novembre 1962 à Sétif (Algérie)

Fonctions actuelles

- Ambassadeur
- Président de la Commission de la fonction publique internationale depuis janvier 2019
- Secrétaire général adjoint

Formation

- 1981-1985 : Diplôme de l'École nationale d'administration, Section diplomatique (Alger)
- 1993-1995 : études de magister à l'Université St. John (New York)

Connaissances linguistiques

- Maîtrise de l'anglais, de l'arabe et du français, à l'écrit comme à l'oral

Expérience professionnelle et emplois occupés

- Septembre 2016-décembre 2018 : Ministre plénipotentiaire à la Direction générale des affaires politiques et de la sécurité internationale (Ministère des affaires étrangères) ;
- Janvier 2012-juillet 2016 : Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

- Janvier-décembre 2011 : Conseiller principal auprès du Directeur général des relations économiques et de la coopération internationale au Ministère des affaires étrangères ;
- Novembre 2008-novembre 2010 : Consultant de haut niveau au Cabinet du Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (Genève), chargé des relations extérieures et de la liaison avec les États membres et avec le système des Nations Unies ;
- Septembre 2007-novembre 2008 : Représentant permanent adjoint/Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Algérie à Genève ;
- Juillet 2006-septembre 2007 : Sous-Directeur des droits de l'homme et des affaires humanitaires au Ministère des affaires étrangères ;
- Avril 2001-juin 2006 : Conseiller à la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York) ;
- Novembre 1998-avril 2001 : Conseiller au Département des relations multilatérales du Ministère des affaires étrangères, chargé des affaires de désarmement ;
- Février 1997-novembre 1998 : Administrateur hors classe à l'ONU, Chef du Groupe des observateurs internationaux chargés de la mise en œuvre de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité de l'ONU (Pétrole contre nourriture) (Iraq) ;
- Septembre-décembre 1996 : Consultant au PNUD, Chef du projet relatif à la gouvernance, aux droits de l'homme et à la démocratie en Asie centrale ;
- Janvier-juillet 1996 : Conseiller politique spécial à la Mission des Nations Unies en Angola (Luanda), responsable de la Commission conjointe chargée de l'application des Accords de Lusaka sur la réconciliation nationale en Angola ;
- Septembre 1991-décembre 1995 : Conseiller à la Mission permanente de l'Algérie à New York, chargé de :
 - La Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires) ;
 - La Deuxième Commission (Commission économique et financière) ;
- Septembre 1987-août 1991 : Secrétaire des affaires étrangères à la Direction des relations économiques internationales (Ministère des affaires étrangères), chargé des organisations internationales, notamment les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies (Alger).

Participation à différents organes de l'ONU et organismes des Nations Unies

En qualité de représentant de l'Algérie, M. Djacta a participé aux travaux des organes et organismes du système des Nations Unies ci-après :

- Membre de la délégation algérienne à l'Assemblée générale à New York aux sessions de 1988, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 ;
- Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, en mai 1989 à Nice (France) ;
- Congrès postal universel (Union postale universelle), en novembre et décembre 1989 à Washington ;
- Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme, en mai 1990 à Madrid ;

- Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires) de 1991 à 1995 ;
- Deuxième Commission (Commission économique et financière) de 1991 à 1995 ;
- Quatrième Commission (Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation) de 2001 à 2006 ;
- Conseil économique et social de 1991 à 1992 et de 2013 à 2015 ;
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 1992 à 1995 ;
- Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de 1992 à 1995 ;
- Comité du programme et de la coordination, de 1991 à 1995 ;
- Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio en 1992 et de Rio+20 en 2012 ;
- Groupe de travail de l'Assemblée générale sur la restructuration du secteur humanitaire de l'Organisation des Nations Unies, 1991/92 ;
- Groupe de travail sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale, de 2003 à 2006 et de 2013 à 2015 ;
- Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (rapport Brahimi), de 2001 à 2003 ;
- Groupe de travail sur la réforme du Conseil de sécurité ;
- Conseil de sécurité, membre de la délégation algérienne au Conseil de sécurité de 2004 à 2005 ;
- Groupe de travail sur la réforme des droits de l'homme, 2005-2006 ;
- Conseil des droits de l'homme, 2007-2008 ;
- Groupe du Conseil des droits de l'homme chargé de sélectionner les rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme, de 2007 à 2008 ;
- Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) de 2013 à 2015 ;
- Réunions de coordination du Mouvement des pays non alignés de 2001 à 2006 et de 2012 à 2016 ;
- Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés tenue à Alger en mai 2014, Coordonnateur politique et point focal de la réunion.

Parallèlement, il a également assumé les fonctions de Président, Vice-Président, Rapporteur et Coordonnateur de nombre de commissions, comités, groupes régionaux et groupes de travail :

- Président du Groupe des 77 en 1994 et en 2012 ;
- Vice-Président puis Président du Comité de l'information en 2003/04 ;
- Rapporteur de la Commission des questions administratives et budgétaires de l'Assemblée générale (Cinquième Commission) en 1994/95 ;
- Membre du Groupe d'experts sur la capacité de payer, créé par la résolution [19/49](#) de l'Assemblée générale en 1995 ;
- Coordonnateur du Groupe des 77 sur les questions humanitaires de 1992 à 1995 ;

- Coordonnateur du Groupe des 77 au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social en 1994 ;
- Coordonnateur du Mouvement des pays non alignés sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- Coordonnateur du Mouvement des pays non alignés au Comité spécial des opérations de maintien de la paix (Comité des 34), de 2001 à 2003 ;
- Coordonnateur du Groupe des États d'Afrique concernant la mise en œuvre des mécanismes institutionnels du Conseil des droits de l'homme en 2008 ;
- Négociateur en chef du Groupe des 77 sur les changements climatiques en 2012.

Réalisations

- 1985 : Thèse de fin d'études « Évaluation et perspectives des relations algéro-allemandes » ;
- 1990 : Étude régionale du PNUD sur la communication en Afrique (RASCOM) ;
- 1996 : Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan d'action pour la réconciliation nationale en Angola ;
- 1996 : Élaboration et suivi de l'exécution du projet régional sur la gouvernance et la démocratie en Asie centrale ;
- 2012 : Élaboration des documents de l'ONU pour le développement durable – Programme 2030.

Igor Golubovskiy (Fédération de Russie)

Expérience professionnelle

1982-1998	Divers postes diplomatiques au siège du Ministère des affaires étrangères et dans les missions de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, puis de la Russie à l'étranger
1998-2002	Chef de division, Secrétariat général (Département), Ministère des affaires étrangères, Moscou
2002-2008	Consul général de la Fédération de Russie à Montréal (Canada)
2009-2012	Assistant du ministre, Ministère des affaires étrangères, Moscou
2012-2017	Consul général de la Fédération de Russie à New York
2017-2019	Directeur du Département de sécurité, Ministère des affaires étrangères, Moscou
2019-aujourd'hui	Directeur du Département du personnel, Ministère des affaires étrangères, Moscou

Au cours de sa carrière, M. Golubovskiy a acquis une connaissance approfondie des principes de gestion des ressources humaines et une solide expérience dans ce domaine, notamment de l'ensemble des activités de ressources humaines (recrutement du personnel, traitement des embauches, formation, etc.) ainsi que de l'élaboration de politiques relatives aux avantages sociaux et aux prestations de retraite pour le personnel retraité du Ministère.

Formation

Institut d'État des relations internationales de Moscou

Langues : russe (langue maternelle), anglais (courant), français (connaissance pratique)

Date de naissance : 29 décembre 1960

Lieu de naissance : Moscou

Pan-Suk Kim (République de Corée)

Fonctions actuelles

M. Pan-Suk Kim est actuellement professeur titulaire d'administration publique au College of Government and Business de l'Université Yonsei en République de Corée, College dont il a été le doyen de 2012 à 2014. Il est également le fondateur de l'Institute for Poverty Alleviation and International Development (IPAID) et en a été le Directeur.

Formation

Il a obtenu son doctorat en administration publique à l'American University à Washington, en 1990, sa maîtrise en administration publique à l'Université internationale de Floride à Miami (Floride) en 1984 et sa licence d'administration publique à l'Université Chung-Ang à Séoul en 1982.

Expérience relative au système des Nations Unies

Il a été membre du Comité d'experts de l'administration publique pour deux mandats : deuxième Comité (2006-2009) et troisième Comité (2010-2013). Lors de ce second mandat, il a exercé les fonctions de Vice-Président du Comité.

Il a participé à de nombreuses activités internationales parrainées par l'ONU et le PNUD. Il a également travaillé avec les bureaux de pays du PNUD à Dacca, Hanoï et Oulan-Bator sur la réforme de la fonction publique au Bangladesh, au Viet Nam et en Mongolie, respectivement.

Expérience gouvernementale pertinente

Il a été Ministre de la gestion du personnel de la République de Corée de juillet 2017 à décembre 2018 (le Ministère de la gestion du personnel est l'autorité centrale chargée de la plupart des fonctions de gestion et de développement des ressources humaines). Il a également été Secrétaire du Président pour la politique relative au personnel au sein du cabinet du Président de la République de Corée de décembre 2003 à janvier 2005. Il a fait partie du comité consultatif de politique de divers organismes centraux : le Ministère de l'administration gouvernementale et des affaires intérieures, le Ministère des affaires étrangères et du commerce, la Commission de la fonction publique coréenne et la Commission de lutte contre la corruption et de protection des droits civils.

Expérience professionnelle internationale

Il a été le Président de l'Asian Association for Public Administration (AAPA) et de l'Institut international des sciences administratives (IIAS), à Bruxelles, dont il a été le tout premier président à venir d'un pays d'Asie depuis la création de l'Institut en 1930. Il a été le président de la Korean Association of Public Personnel Administration. Il a été membre du conseil d'administration de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration (AIEIA). Il est aussi actuellement membre du Réseau de l'OCDE sur l'emploi et la gestion publics (PEM). En 2011, il a été élu membre international à vie de la National Academy of Public Administration (NAPA) à Washington.

Expérience pertinente dans l'enseignement

Il a enseigné des cours de gestion du personnel public pendant plus de 30 ans et est un expert du système de la fonction publique et de la gestion du personnel public. Il est actuellement professeur titulaire d'administration publique au College of

Government and Business de l'Université Yonsei en République de Corée. Avant de rejoindre l'Université Yonsei, il était professeur adjoint d'administration publique à l'Université Old Dominion en Virginie (États-Unis). Il a dispensé les cours suivants : administration du personnel public, réforme du gouvernement, théorie de l'organisation, comportement organisationnel, administration publique coréenne, administration comparative et administration publique.

Carrière universitaire

Il a été rédacteur en chef de la revue *Korean Policy Studies Review* publiée par la Korean Association of Policy Studies ; rédacteur en chef de la *International Review of Public Administration* publiée par la Korean Association of Public Administration ; et rédacteur en chef adjoint de la *International Review of Administrative Sciences* (IRAS) publiée par l'Institut international des sciences administratives (IIAS). Il a été membre du comité de rédaction de plusieurs grandes revues internationales, notamment *Public Administration Review* et *Public Personnel Management*.

Publications (livres et articles)

Il a publié trois livres en anglais : *Public Administration and Public Governance in ASEAN Member Countries and South Korea* (2009, Daeyoung) ; *Civil Service System and Civil Service Reform in ASEAN Member Countries and South Korea* (2010, Daeyoung) ; et *Public Sector Reform in ASEAN Member Countries and Korea* (2011, Daeyoung). Il a également co-édité *Value and Virtue in Public Administration* (livre relié en 2011 ; format poche en 2014, Palgrave Macmillan) et *Democratic Governance, Public Administration and Poverty Alleviation* (Bruxelles : Bruylant, 2015). Ses travaux ont été publiés dans de nombreuses revues internationales importantes dans le domaine de la gestion du personnel public et de l'administration publique. Ses recherches ont porté sur la gestion du personnel public, la réforme du secteur public, la gouvernance, le changement organisationnel et l'administration comparative.

Réalisations et prix

En 2019, il a reçu le prix Donald C. Stone Service to ASPA de l'American Society for Public Administration (ASPA) à Washington, ainsi que le prix Fred W. Riggs de la Section on International and Comparative Administration (SICA) de l'ASPA.

En 2017, il a reçu le prix Warner W. Stockberger Achievement de l'International Public Management Association for Human Resources (IPMA-HR). Il a également reçu le International Public Administration Award en 2009 et le Paul P. Van Riper Award for Excellence and Service en 2012 de l'American Society for Public Administration.

Wang Xiaochu (Chine)

M. Wang est membre de la Commission de la fonction publique internationale de l'Organisation des Nations Unies depuis 2005. Il a été membre de la Commission mondiale sur l'avenir du travail de l'Organisation internationale du Travail (OIT) de 2017 à 2019, après avoir exercé les fonctions de Vice-Président du Comité des affaires étrangères du 12^e Congrès national du peuple de 2013 à 2018. De 2008 à 2014, M. Wang a travaillé comme Vice-Ministre du Ministère chinois des ressources humaines et de la protection sociale, chargé du développement et de la gestion des ressources humaines. M. Wang a été le Vice-Ministre chinois du personnel de 2003 à 2008. De 1996 à 2003, il a été Directeur général adjoint, puis Directeur général du Département des échanges et de la coopération internationaux du Ministère du personnel. De 1993 à 1996, il a travaillé comme conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il a été membre de la délégation chinoise à l'Assemblée générale de l'ONU de la quarante-septième à la cinquantième session, et représentant de la Chine à la Cinquième Commission.

M. Wang a dirigé la délégation chinoise aux Conférences internationales du Travail de 2009 à 2014. Il a été le Vice-Président du comité d'organisation de la 5^e réunion ministérielle sur la mise en valeur des ressources humaines de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (Beijing, 2010) et le Directeur exécutif du comité d'organisation de la réunion de haut niveau sur le renforcement des capacités humaines de l'APEC (Beijing, 2001). De 1998 à 2000, il a coordonné les activités du groupe de travail sur la mise en valeur des ressources humaines de l'APEC, organisé et présidé les 19^e à 22^e réunions du groupe de travail et coprésidé les comités de planification des 3^e (Washington, 1998) et 4^e (Kumamoto, Japon, 2000) réunions ministérielles de l'APEC sur la question. Il a été le Directeur exécutif du comité organisateur de la 3^e Conférence internationale des sciences administratives, coparrainée par le gouvernement chinois et l'Institut international des sciences administratives à Beijing en 1996. M. Wang a été membre du Comité d'experts de l'administration publique de l'Organisation des Nations Unies de 2004 à 2009.

El Hassane Zahid (Maroc)

[Original : anglais et français]

Informations générales

Nom et prénom : El Hassane Zahid
 Date de naissance : 1949 à Beniyazgha – Fès (Maroc)
 Langues : Arabe, français et anglais/Allemand et espagnol (connaissance moyenne)

Formation et diplômes

- Diplômé du cycle normal de l'École nationale d'administration de Rabat, section diplomatique, en 1973
- Diplômé du cycle supérieur de l'École nationale d'administration en gestion, en 1981
- Baccalauréat Lettres (préformation d'anglais), Casablanca, en 1970

Carrière professionnelle

2003-2010 : Ambassadeur de Sa Majesté le Roi en Thaïlande avec accréditation au Cambodge, au Laos, au Myanmar et au Viet Nam

2001-2003 : Directeur adjoint des Organisations internationales au Ministère des affaires étrangères et de la coopération

1995-2001 : Représentant permanent adjoint à la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

1983-2001 : Conseiller à la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

Janvier 1982 : Promotion comme conseiller aux affaires étrangères et affectation à la Direction des affaires économiques multilatérales chargé des questions économiques africaines

1979-1981 : Chargé du Service des réfugiés et apatrides à la Direction des affaires Consulaires du Ministère des affaires étrangères et de la coopération

1974-1979 : Vice-Consul auprès du Consulat du Royaume du Maroc à Düsseldorf (Allemagne)

Juillet 1973 : Début de la carrière diplomatique au sein du Ministère des affaires étrangères et de la coopération en tant que Secrétaire des affaires étrangères adjoint du Chef de Service du personnel

Expériences au sein des organes des Nations Unies et lors de réunions internationales

- Membre de la Commission de la fonction publique internationale depuis 1997

En tant que membre des délégations marocaines ou représentant du Maroc

- Conseil de sécurité en 1992 et 1993 ;
- Dix-huit sessions de l'Assemblée générale de 1983 à 2000 ;
- Première Commission (Désarmement et sécurité internationale) de 1986 à 1988 ;
- Deuxième Commission (Questions économiques) en 1983 et 1984 ;

- Quatrième Commission (Questions politiques spéciales et décolonisation) de 1994 à 2001 ;
- Cinquième Commission (Questions administratives et budgétaires) en 1984 et de 1989 à 2001 ;
- Conseil économique et social lors des sessions de 1984, 1985, 1986 et 1987 ;
- Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement en août et septembre 1987 ;
- Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en mai et juin 1988 ;
- Commission du désarmement en mai 1987 et mai 1988 ;
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1984 et 1985 ;
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en avril 1985 ;
- Comité de l'information en 1985, 1994 et 1999 ;
- Comité du programme et de la coordination en 1985, 1989, 1990, 1991 et 1992 ;
- Comité des demandes de réformation des jugements du tribunal administratif en 1985 ;
- Commission des sociétés transnationales en 1984 et 1986 (10^e et 11^e sessions) ;
- Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en 1986 ;
- Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés sur le désarmement de La Havane en mai 1988 ;
- Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : dixième session en 1986, onzième session en 1987, douzième session en 1988, treizième session en 1990 et quatorzième session en 1992 ;
- Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et la technique en mai et juin 1994 ;
- Groupe de travail spécial intergouvernemental sur l'application du principe de la capacité de paiement en mai 1995 ;
- XIII^e Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés à Kuala Lumpur en février 2003 ;
- Soixante-dix-huitième Assemblée générale d'Interpol à Singapour en octobre 2009 ;
- Membre de la mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie de décembre 2011 à janvier 2012.

Président, Vice-Président ou rapporteur

- Président du Comité de l'information en 1999 et 2000 ;
- Président du Comité des conférences de janvier à décembre 1996 ;
- Vice-Président du Comité des conférences en 1993 et 1995 ;
- Vice-Président de la Cinquième Commission (Questions administratives et budgétaires) durant la quarante-septième session de l'Assemblée générale ;
- Vice-Président du Comité du programme et de la coordination en 1992 ;
- Rapporteur du Comité des conférences en 1994.